

France-Paris: Legal advisory services

OJ S 206/2023 25/10/2023

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: ministère chargé des transports-dgac

Postal address: 50 rue Henry Farman

Town: Paris Cedex 15

NUTS code: FR101 Paris

Postal code: 75720

Country: France

E-mail: Pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr

Telephone: +33 158094088

Internet address(es):

Main address: <https://www.ecologie.gouv.fr/direction-generale-laviation-civile-dgac>

Address of the buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

I.3. Communication

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2398945&orgAcronyme=d4t>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2398945&orgAcronyme=d4t>

I.4. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

Other activity: Activités aéroportuaires

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

prestations de conseil juridique et stratégique dans le cadre du projet de réaménagement de l'aéroport Nantes-Atlantique

Reference number: 2023DTA03

II.1.2. Main CPV code

79111000 Legal advisory services

II.1.3.

Type of contract

Services

II.1.4. Short description

L'Accord-Cadre a pour objet la réalisation d'un ensemble de prestations de conseil juridique et stratégique auprès de la direction générale de l'aviation civile (Dgac), direction des transports aériens (Dta), relatives à la concession des aéroports de Nantes-Atlantique et de Saint-Nazaire Montoir. Ces prestations, qui s'inscrivent dans le cadre du projet de réaménagement de l'aéroport Nantes-Atlantique, couvrent notamment la désignation du futur concessionnaire, le suivi de l'exécution et la terminaison de la concession en cours d'exécution ainsi que le début de l'exécution de la future concession

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79111000 Legal advisory services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRG01 Loire-Atlantique

II.2.4. Description of the procurement

L'Accord-Cadre a pour objet la réalisation d'un ensemble de prestations de conseil juridique et stratégique auprès de la direction générale de l'aviation civile (Dgac), direction des transports aériens (Dta), relatives à la concession des aéroports de Nantes-Atlantique et de Saint-Nazaire Montoir. Ces prestations s'inscrivent plus généralement dans le cadre du projet de réaménagement de l'aéroport Nantes-Atlantique. L'Accord-Cadre couvre des prestations de conseil juridique et stratégique relatives à : - la désignation du futur concessionnaire des aéroports de Nantes-Atlantique et de Saint-Nazaire Montoir ; - le début de l'exécution de la concession conclue avec le futur concessionnaire, dans sa phase études et travaux ; - le suivi de l'exécution de la concession en cours approuvée par décret le 29 décembre 2010 avec la société Aéroports du Grand Ouest (Ago) et ce, jusqu'à sa résiliation effective dans les conditions prévues par arrêté interministériel du 24 octobre 2019 ; - la terminaison de la concession en cours et la transition entre le concessionnaire sortant et le concessionnaire entrant, dont le règlement des opérations de clôture des comptes de la concession en cours

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11.

Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- Les coordonnées complètes de la personne chargée de suivre la procédure de consultation (nom, fonction, mail, téléphone). A défaut, ou en cas de coordonnées erronées, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable d'un quelconque défaut d'adressage.- Une lettre de candidature ou formulaire Dc1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire Dc1 sera complété pour chaque membre du groupement.- Une déclaration du candidat ou formulaire Dc2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le Dc2 est rempli par chaque membre du groupement.- Les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat (Kbis ou équivalent et éventuelles délégations de pouvoir)- la preuve que le candidat est autorisé à fournir la prestation juridique objet du présent accord-cadre conformément à la loi du 31 décembre 1971 modifiée (attestation d'inscription à un Barreau français) et au décret no91-1197 du 27 novembre 1991 modifié- la preuve d'une assurance pour les risques professionnels- une déclaration sur l'honneur précisant que le candidat n'est pas, au moment du dépôt de la candidature, en situation de redressement judiciaire, ou, à défaut, la copie du ou des jugements prononcés relatif au placement en redressement judiciaire

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

Minimum level(s) of standards possibly required:

seuls les candidats ayant un chiffre d'affaires minimum annuel de 3 000 000 euros sur chacun des trois derniers exercices seront admis à déposer une offre. Un tel niveau de capacité financière est requis compte-tenu des spécificités et des enjeux du projet objet du présent accord-cadre. Les candidatures qui n'atteignent pas ce niveau minimal de capacité exigé pour cette consultation sont rejetées

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels pour chacune des trois dernières années- la présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les

prestations sont prouvées par des attestations du client ou, à défaut, par une déclaration du candidat

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular professionReference to the relevant law, regulation or administrative provision:

l'Accord- cadre est réservé à la profession d'avocat (loi du 31 décembre 1971 modifiée et au décret no91-1197 du 27 novembre 1991 modifié)

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 17/11/2023 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 4 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 17/11/2023 Local time: 14:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

le présent accord cadre est conclu sans montant minimum. Le montant maximal de l'accord-cadre est de 6 666 667 euros (Ht) sur l'ensemble de ses 4 années d'exécution. Les dépenses sont imputées sur le budget général de l'état - programme 203 - infrastructures et services de transport.l'accord-cadre est passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 3° du code de la commande publique.les documents de la consultation mis à disposition en téléchargement sur le profil d'acheteur de la DGAC sont les suivants :- le

Règlement de la Consultation et son annexe 1 (engagement de confidentialité).en effet, conformément aux articles R2132-5 et R2132-12 2° du code de la commande publique, le cahier des charges n'est pas téléchargeable librement sur la Place. Les candidats souhaitant avoir accès au cahier des charges pour répondre à la présente consultation devront envoyer avant la date et l'heure limite de réception des offres les documents suivants :- L'Annexe 1 au règlement de la consultation remplie et signée (engagement de confidentialité).- Une preuve que le candidat est autorisé à fournir la prestation juridique objet du présent accord-cadre conformément à la loi du 31 décembre 1971 modifiée (attestation d'inscription à un Barreau français) et au décret no 91-1197 du 27 novembre 1991 modifié. par mail à l'adresse suivante : pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr après vérification des documents transmis, le dossier de consultation sera transmis au candidat par message électronique via la plateforme des achats de l'état. une négociation est prévue dans le cadre de la présente procédure. En effet, l'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les soumissionnaires ayant déposé les meilleures offres à l'issue d'une première analyse des offres. Les soumissionnaires retenus seront informés par voie électronique des conditions d'organisation de la négociation ou de ses modalités ainsi que des précisions sur leur teneur. Cette audition pourra prendre la forme d'une réunion qui se déroulera dans les locaux de la DGAC ou en distanciel. En application des dispositions de l'article R2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal Administratif de Paris
Postal address: 7 rue de Jouy
Town: Paris Cedex 04
Postal code: 75181
Country: France
E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr
Telephone: +33 144594400
Fax: +33 144594646
Internet address: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:
- Un recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du marché : 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué, conformément à l'article R. 421-1 code de justice administrative (Cja). Ce recours peut être assorti, le cas échéant d'une demande de référé suspension (article L. 521-1 du code de justice administrative).- Un référé précontractuel : au plus tard avant la date de signature du marché par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article L. 551-1 du code de justice administrative.- Un référé contractuel : à compter de la signature du marché dans un délai de trente et un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché conformément à l'article R. 551-7 du code de justice administrative.- Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (arrêt " Tarn -et-garonne " - cE, 4 avril 2014, no 358994)

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: tribunal Administratif de Paris
Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris Cedex 04
Postal code: 75181
Country: France
E-mail: pmi-dgac.sg@aviation-civile.gouv.fr
Telephone: +33 144594400
Fax: +33 144594646
Internet address: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

VI.5. Date of dispatch of this notice

20/10/2023